

Sortir du nucléaire

Mars - Avril 2014 N°98



Journal d'information

L'INVITE

Potentiel agricole à exploiter

Suite à la catastrophe de Fukushima, le Conseil fédéral et le Parlement ont décidé d'amorcer un profond tournant dans la



Jacques Bourgeois

Directeur de l'Union Suisse des Paysans et conseiller national

politique énergétique qui doit se traduire notamment à terme par un fort développement des énergies renouvelables, centrales hydroélectriques y comprises. La sortie du nucléaire représente un énorme défi. L'agriculture suisse, qui dispose d'un fort

potentiel dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, devrait pouvoir apporter sa pierre à l'édifice.

Une étude réalisée en 2012 par l'agence « AgroCleanTech » table sur un potentiel correspondant à une production de 2100 GWh/an d'électricité et de 1300 GWh de chaleur d'ici à 2030. D'ici là, l'agriculture devrait être susceptible de produire deux fois plus d'électricité renouvelable qu'elle n'en consomme aujourd'hui et pourrait réaliser 975 GWh/an d'économies d'énergie par le biais de l'efficacité énergétique.

Concrètement, cela signifie d'utiliser des toits des étables pour des installations photovoltaïques, de valoriser l'énergie des engrais de ferme excédentaires dans des installations de biogaz ou en-core d'économiser l'électricité au moyen de systèmes de récupération de chaleur lors, par exemple, du refroidissement du lait.

Pour ce faire, l'agriculture a besoin de conditions cadres adéquates, un enjeu qui se trouve actuellement au cœur des discussions au Parlement avec la Stratégie énergétique 2050. En tant que membre de la commission compétente du Conseil national, la CEATE, je peux y prendre une part active et m'en réjouir. Bien entendu, l'agriculture continuera avant tout de produire des denrées alimentaires. Le secteur énergétique lui offre cependant l'opportunité de développer une activité d'appoint et ce faisant, elle pourra soutenir activement ce tournant énergétique.

Bravo aux citoyens bernois !



Source: muehleberg-vom-netz.ch

Le 27 septembre 2011, un groupe de citoyens bernois a lancé une initiative populaire cantonale demandant l'arrêt immédiat de la centrale nucléaire de Mühleberg. Intitulée « Mühleberg à l'arrêt », cette initiative demande que le canton de Berne, en tant qu'actionnaire majoritaire de BKW FMB Energie SA, se charge de faire cesser immédiatement l'exploitation de la centrale nucléaire de Mühleberg.

Récoltées rapidement, les 15'548 signatures valables ont été déposées le 10 février 2012. Réagissant sous l'impulsion de cri-

tères purement économiques au mépris de la sécurité des populations environnantes, le gouvernement du canton de Berne a édicté un contre-projet au début 2013. Prévoyant que la centrale soit fermée au plus tard en 2022, ce contre-projet figurait encore à l'ordre du jour de la commission compétente en septembre 2013. Mais c'était sans compter avec la décision de BKW de fin octobre consistant à fermer la centrale en 2019. Selon BKW, citée par la NZZ du 30.10.2013, des considérations techniques, politiques et économiques auraient joué un rôle dans cette décision. La menace de gros investissements et d'une initiative populaire rendaient irréaliste une exploitation à long terme.

Le Grand Conseil a traité l'initiative lors de sa session de novembre 2013. Seuls les Socialistes, les Verts et la moitié de la fraction PEV a voté pour l'initiative, refusée

par 97 élus contre 47 et 2 abstentions. Malgré le net refus par le Grand Conseil et le peu de chances de succès devant le peuple au vu de la fermeture annoncée pour 2019,

« La politique est intéressante, mais nous sommes sciemment restés des citoyens. »

les initiateurs, déçus mais pas surpris, restent confiants. Le Bund cite l'un des initiateurs : « La politique est intéressante, mais nous sommes sciemment restés des citoyens. Grâce à notre initiative, les électeurs vont maintenant pouvoir se prononcer ». Bravo et merci à eux. On se tient les pouces pour le succès de leur initiative. La votation cantonale aura lieu le 18 mai 2014.

Eric Peytremann

Soutien et infos: www.muehleberg-vom-netz.ch

En Suisse, c'est aux exploitants de centrales nucléaires de s'assurer que leurs centrales sont suffisamment protégées contre les risques d'événements externes comme les crues et les séismes. Malheureusement, les modèles théoriques et scientifiques sont incapables de répliquer le monde réel sur des simulateurs. Les catastrophes ne suivent pas des tendances statistiques, comme on a pu le constater au Japon où le mur anti tsunami était censé résister à toute situation prévisible. Certains experts avaient prévenu des risques liés à un tsunami majeur mais les élus avaient préféré s'en remettre à

Crues extrêmes : risques enfin pris au sérieux ?

l'avis favorable de l'organe de surveillance japonais et à ceux de l'AIEA.

En Suisse, l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) nous affirme que les centrales nucléaires de Beznau et Mühleberg sont sûres, ne craignent pas d'éventuelles inondations et sont capables de résister à des crues extrêmes dont la pro-

babilité d'occurrence est estimée à tous les 10'000 ans, alors qu'historiquement il y en a eu 2 depuis le 15ème siècle avec des débits de l'Aar bien supérieurs à ceux estimés dans les modèles de l'IFSN pour Beznau.

L'IFSN, les Offices fédéraux de l'environnement, de l'énergie, de la protection de la population et MétéoSuisse vont éla-

borer des bases communes pour évaluer le danger de crues extrêmes de l'Aar et du Rhin et élaborer différents scénarios d'ici 2016. Une synthèse qui se fera à partir des recherches existantes et des données historiques a été lancée en 2013 pour que les différentes instances citées plus haut ainsi que les cantons puissent évaluer les risques pour les centrales concernées, Beznau, Mühleberg et Gösgen. En espérant qu'une catastrophe scientifiquement imprévue ne se produise avant.

Anouk Zosso

Pensée magique à la Commission de l'énergie

Des représentants de partis conservateurs au parlement fédéral, lorsqu'ils abordent la question du tournant énergétique, adoptent une forme de pensée magique. Une pensée qui prétend faire tout à la fois: retenir les leçons de Fukushima, augmenter l'indépendance énergétique, diminuer les coûts, tout en construisant des centrales à gaz et en maintenant les centrales nucléaires en activité «tant qu'elles ne présentent pas de danger».

Ce fourre-tout est servi par la majorité des membres de la commission de l'énergie CEATE. La commission du Conseil national est chargée de faire une première lecture des mesures «Stratégie énergétique 2050» rassemblées par le Conseil fédéral pour mettre en oeuvre la sortie du nucléaire. Cette stratégie 2050 est le fruit de nombreux mois de consultation des parties prenantes à laquelle nous avons aussi pris part. Ce paquet de mesures minimales permet-

trait enfin de réaliser les projets de renouvelables en attente et de donner des objectifs d'économies d'énergie aux fournisseurs d'électricité. Mais c'était sans compter le pouvoir de blocage que détient le parlement.

Aujourd'hui le contraste est saisissant entre d'une part les déclarations de conservateurs choqués au lendemain de la catastrophe nucléaire au Japon, et d'autre part les manoeuvres en commission en faveur d'un maintien des centrales nucléaires et de l'octroi de meilleures conditions pour la construction de centrales à gaz. La stratégie qui devait servir de politique fédérale pour augmenter la production d'énergie renouvelable locale et chasser les multiples gaspillages est maintenant mise au placard par la commission.

A qui profite cette pensée magique?

Les parlementaires à deux casquettes représentant aussi des grands groupes énergétiques, tant du PLR, de l'UDC et du PDC ont agi de façon très cohérente, en faveur de leurs mandataires, pour maintenir les centrales nucléaires en activité et empêcher toute concurrence de venir troubler les affaires. Même si cette concurrence des renouve-

lables et de la sobriété énergétique signifie pour la Suisse plus d'emplois qualifiés, plus d'activité pour les PME, moins de pollution, moins de gaspillage et plus d'indépendance énergétique.

Porte ouverte aux centrales à gaz

Selon les Verts qui ont publié un communiqué de presse, «la CEATE ouvre la porte à la forme la plus dommageable pour le climat de production d'électricité, les centrales à gaz, encourageant ainsi le dumping écologique. L'énergie hydraulique comme celle issue de la biomasse seront soumises à leur concurrence. Notre dépendance vis-à-vis des importations s'en trouvera certainement aggravée. Car avec de telles décisions, nous produirons localement moins d'énergies renouvelables, rendant nécessaires des importations de gaz et d'électricité.»

L'initiative pour la sortie du nucléaire et l'initiative pour l'efficacité électrique, qui devaient servir d'épée de Damoclès au-dessus des parlementaires et qui auraient pu être retirées si le Parlement avait suivi le Conseil fédéral, sont plus nécessaires que jamais. PdR

La centrale nucléaire la plus sûre du monde



Source: zwentendorf.com

Mais oui, ça existe: une centrale nucléaire qui depuis 35 ans n'a jamais souffert d'un seul accident, même pas d'un incident, qui n'a pollué ni l'air ni l'eau, n'a émis aucune radiation ni aucun déchet radioactif. Une bonne nouvelle pour les nostalgiques du nucléaire? Pas tellement, puisqu'il s'agit de la centrale nucléaire de Zwentendorf en Autriche, plutôt un mauvais souvenir pour l'industrie nucléaire.

Cette centrale a été construite entre 1972 et 1977, elle était prête à être mise en service en 1978. Mais sous la pression

d'une opposition grandissante à l'énergie nucléaire, le gouvernement a organisé un référendum pour calmer le jeu. Le résultat fut tout autre que prévu puisque la population a refusé le programme nucléaire. Suite à la votation, la centrale de Zwentendorf toute neuve n'a jamais été mise en opération.

Conclusion: cette centrale nucléaire est la plus sûre du monde! Et la meilleure: le site est maintenant utilisé pour une grande installation photovoltaïque!

Heinz Gasser

Le Thorium, imposture ou espoir pour les déchets?

Après une conférence internationale scientifique de haut niveau au CERN le projet de centrale nucléaire au thorium a été le sujet d'une séance de vulgarisation organisée par la FEDRE au Cercle des Dirigeants d'entreprises de Genève à laquelle j'ai assisté le 20 janvier. Décidemment, on met le paquet pour populariser cette technologie peu connue du grand public.

Avec le slogan «Le Thorium, l'atome de la paix», une nouvelle génération de centrales nucléaires serait-elle en gestation? Le «Rubbiatron» utiliserait un nouveau combustible: le thorium. Une solution high-tech qui rendrait impossible l'explosion par une réaction incontrôlée. Elle serait même capable d'atténuer la radioactivité des déchets nucléaires existants. Enfin le réacteur propre? Même si une bonne partie des promesses semble pouvoir être tenues, le processus reste dangereux. Il accumule des déchets radioactifs de «courte durée» soit quelques centaines d'années, par contre ces déchets sont plus radioactifs que ceux des réacteurs actuels.

Est-ce que tout est dit? Nous ne pouvons pas faire confiance aveuglément aux scientifiques, les enjeux financiers sont trop élevés. Dans ce domaine, les universités ne sont parfois plus des institutions neutres, tant elles se sont rapprochées de l'économie. Nous ne disposons plus de spécialistes neutres qui disposent de leurs propres moyens de recherche.

Le rapport «Les limites à la croissance»

(Meadows et al.) paru en 1972 nous a montré que les limites du monde ne peuvent pas être réduites à un seul facteur. Même si nous maîtrisons la production d'énergie, la pénurie des matières premières n'est pas résolue. La pollution classique non plus. Pas de raison non plus de croire que cette technologie contribuera à créer un monde plus juste. Par contre elle fera perdurer l'illusion que l'énergie est disponible en abondance et que l'on peut continuer à la gaspiller. En fin de compte, cette technologie – pour autant qu'elle fonctionne un jour comme prévu – repousserait simplement d'une ou deux décennies les limites de la croissance, alors que la maîtrise de notre consommation et les énergies d'origine renouvelable sont mûres pour être mises en oeuvre ici et maintenant.

Par contre, si ce qu'on nous dit est vrai: développer cette technologie, construire un réacteur au Thorium par continent pourrait traiter les déchets radioactifs de longue durée, ce serait une perspective à ne pas négliger. A condition de s'assurer du contrôle démocratique de ce nouveau secteur industriel, une condition difficile à remplir.

Ne donnons surtout pas aux seuls technocrates et aux scientifiques le pouvoir de décision. Actuellement, ce sont les pays autoritaires ou corrompus comme la Russie, la Chine et l'Inde qui sont à la pointe de la recherche dans ce domaine...

Félix Dalang

«40 ans ça suffit», pétition déposée

Les centrales nucléaires ne doivent pas être exploitées plus de 40 ans! Une pétition porte cette exigence au Parlement avec 41'355 signatures, alors que celui-ci débat sur une telle date. Vous avez été très nombreux à récolter des signatures dans votre entourage et à nous les renvoyer, ou à parti-

ciper à nos stands de récolte depuis le lancement de la pétition début 2013. Plus d'une vingtaine d'organisations ont apporté leur soutien à ce texte. Bien sûr une fermeture immédiate des centrales s'impose, comme au Japon. Mais face à un parlement fédéral beaucoup moins motivé qu'en 2011, la

règle, même pour ce qui concerne des risques d'ampleur incalculable, est de trouver une date consensuelle pour sortir du nucléaire, aussi fou que cela paraisse. Et pour maintenir la pression, si vous écriviez une lettre de lecteur à votre journal régional?



Berne, 19.12.2013, dépôt des 41'355 signatures à la chancellerie fédérale © Greenpeace / Nicolas Fojtů

Bonne nouvelle du Japon!

Le Japon nous rappelle que les catastrophes ont un effet pédagogique. En fermant toutes ses centrales nucléaires, le Japon perdait 25% de sa production d'électricité. Pourtant malgré les annonces il n'y a pas eu de pannes de courant, grâce à un réflexe généralisé de réduction de la consommation des ménages et des entreprises.

Depuis 2005 le Gouvernement japonais diffuse des messages à la population recommandant de faire des économies d'électricité. Des entreprises ont pris des initiatives originales: régler les thermostats des climatiseurs à 26-28° au lieu de trop refroidir, modifier les codes vestimentaires pour tomber vestons, cravates et tailleurs et recommander les habits amples, les matières naturelles, les maquillages non transpirants, mais aussi débrancher les distributeurs de boissons réfrigérées, éteindre les enseignes lumineuses et les escalators, etc. La campagne Super cool biz pour des entreprises économes en énergie organise des défilés de mode adaptés à des intérieurs à 28° et des magasins de mode ont revu leur offre pour répondre à la demande d'habits adaptés à des locaux moins rafraîchis. Ce changement de codes vestimentaires n'est pas anodin dans un pays où porter le costume cravate au travail reste une habitude bien plus ancrée qu'en Europe. Pour accélérer le changement, les hauts fonctionnaires et ministres apparaissent souvent sans costume pendant les mois d'été. Après Fukushima, selon la saison, la diminution de la consommation observée oscille entre 4 et 15%.



Pendant les mois d'été, les employés peuvent se rendre au travail sans costume-cravate. Les climatiseurs sont alors réglés sur 28°.

Commencé en 2005 le programme gouvernemental vise désormais des économies d'énergie pendant les mois d'hiver avec la campagne «Warm biz». Le principe est le même, les employés sont encouragés à porter des habits plus chauds, permettant de diminuer la température des thermostats de chauffages à 18°. Aussi, lorsque la demande d'électricité atteint un niveau dangereusement élevé et que les comportements doivent s'adapter, le ministère de l'énergie en informe la population par les médias.

Le Keidanren, la plus grande organisation patronale du

Japon (1300 entreprises) a publié un sondage selon lequel 70% des compagnies membres maintiennent leurs thermostats de climatiseurs à 28°.

Cependant avec l'élection malheureuse du pro nucléaire M. Abe au poste de Premier ministre, l'impulsion gouvernementale derrière ce changement culturel est en danger. A rebours de l'histoire, au Japon comme en Suisse, les pro-nucléaires manoeuvrent en coulisse pour ôter tout espoir de maîtriser notre consommation.

PdR

PIONNIERS *Nicolas Morel*



N. Morel en 1989 pendant la campagne de votation sur les initiatives «pour un abandon progressif de l'énergie atomique» (perdue) et «Moratoire» (gagnée).

Né à Genève en 1948, Nicolas Morel est physicien, chercheur à l'EPFL au Laboratoire d'énergie solaire et de physique du bâtiment, il est aujourd'hui officiellement à la retraite mais continue d'assurer le suivi de ses projets en cours et une part de l'enseignement de l'énergétique du bâtiment. Il a étudié la physique à l'EPFL et a obtenu un doctorat à l'Université de Lausanne dans le domaine de la physique des particules.

Comment êtes-vous devenu antinucléaire?

Je ne suis effectivement pas né antinucléaire! Durant mes études secondaires, j'étais

très intéressé par la science en général et par les avancées technologiques. C'est avec la campagne de «L'atome pour la paix», que j'ai commencé à m'intéresser au fonctionnement des réacteurs nucléaires. A cette époque, le nucléaire «civil» était alors vu comme un énorme progrès par rapport au nucléaire militaire. Au début des années 70, j'ai eu connaissance du combat que menait le CCVN (Comité contre Verbois nucléaire) contre l'implantation d'une centrale dans les environs de Genève et j'ai signé une première pétition antinucléaire. Les arguments opposés à cette technologie m'ont alors convaincu qu'il fallait y renoncer. Ce n'est qu'ultérieurement, vers la fin des années 70, que j'ai participé à Lausanne aux réunions du CASAK (Comité antinucléaire de soutien aux opposants à Kaiseraugst), puis du CLAN (Comité lausannois antinucléaire).

Quelle forme a pris votre engagement?

J'ai participé aux campagnes liées à de nombreuses initiatives populaires et référendums, au niveau cantonal et fédéral, avec quelques succès mais malheureusement aussi quelques échecs. Je me souviens entre autres de la première marche nationale à laquelle j'ai participé, celle de Pentecôte 1978 de Corserey à Lucens. Par la suite, je me suis investi chez les Verts et ai assumé plusieurs mandats: député au Grand conseil vaudois de 1990 à 1998, constituant de 1999 à 2001. Je suis actuellement membre du Conseil communal de ma commune.

Un auteur, une personne en particulier qui a été important dans votre engagement antinucléaire?

Une personne qui m'a beaucoup impressionné par son engagement et sa connaissance du dossier du nucléaire «civil» est Pierre Lehmann. Transfuge de l'industrie nucléaire, il a pu apporter sa connaissance très pointue au mouvement antinucléaire. Contrairement à bien d'autres antinucléaires qui sont devenus des notables de partis politiques et ont consenti à quelques compromis, il est resté fidèle à ses convictions et a étendu ses réflexions, notamment à la règle du profit financier maximal et immédiat au détriment de l'intérêt général et d'une vue à long terme.

Comment percevez-vous la sortie du nucléaire en Suisse?

C'est un début timide. Seule la construction de nouvelles centrales est interdite. Dans l'idéal, il faudrait arrêter immédiatement ou dans un délai maximum de 2 ou 3 ans toutes les centrales suisses. Au Japon, on a bien pu le faire après Fukushima, alors pourquoi pas en Suisse? L'initiative «Sortir du nucléaire» représente un compromis acceptable, en demandant que les centrales en fonctionnement soient arrêtées progressivement, la dernière devant être fermée en 2029.

Bien entendu, une telle transition supposerait une politique très volontariste de promotion des alternatives renouvelables et des économies d'énergie. Les possibilités et le potentiel existent: les bâtiments construits suivant le label Minergie-P consomment, par m² de plancher chauffé, un quart de l'énergie moyenne du parc immobilier actuel et la quantité de rayonnement solaire qui atteint le territoire suisse est de l'ordre de 200 fois la quantité d'énergie finale consommée dans notre pays!

Propos recueillis par PdR

Pour les enfants irradiés

Les bénéfices de la vente de pommes à Genève et Morges ont permis de transmettre la somme de Frs 1.186.- à l'Institut Belrad à Minsk. Profitant des nocturnes précédant Noël, des bénévoles de Soignez les enfants de Tchernobyl (SET) et Sortir du Nucléaire ont vendu des pommes au bénéfice de l'Institut Belrad et des enfants irradiés au Belarus. A Genève le stand du 19 décembre a été annulé pour cause de déluge annoncé et vérifié. Celui du lendemain à Plainpalais a été maintenu. La pluie était encore au rendez-vous et les gens étaient pressés d'acheter des cadeaux de Noël mais nous avons tout de même réussi à retenir leur attention et à récolter 400 francs. A Morges nous avons tenu un stand à la Grand Rue les 20 et 23 décembre, récoltant 786 francs. Le produit de ces ventes va bien aider le budget de l'Institut Belrad qui fait face à des augmentations de loyer et de salaires, alors que le tra-

vail s'accroît. Les autorités du pays le plus atteint, la Biélorussie, n'apportent aucun soutien à l'association, préférant nier le problème pour ne pas devoir y répondre.

Toute la chaîne alimentaire est polluée notamment par le césium 137 libéré par la catastrophe. La distribution de cures de pectine de pomme aux enfants exposés aux radiations diminue la charge radioactive absorbée par l'enfant de 50 à 70% et limite les atteintes à leur système immunitaire, les insuffisances cardiaques, les déformations génétiques, le vieillissement précoce etc. Selon l'OCHA (ONU), deux millions de personnes au moins, dont 500'000 enfants, vivent sur un sol contaminé par la catastrophe de Tchernobyl.

Odile Gordon-Lennox (SET), Kurt Fischer
Info: www.enfants-tchernobyl-belarus.org



Jura bernois: poésie de l'obscurité

Une Fête de la nuit, organisée par Pierre Amstutz, député bernois, s'est tenue en décembre à Corgémont. L'idée était de montrer la poésie d'un projet d'économies dans l'éclairage public du village. Lors d'un parcours dans les rues sombres, le public a pu écouter une chorale, observer le ciel au télescope ou écouter les histoires d'une conteuse. Auparavant des spécialistes ont partagé les conclusions d'une étude sur l'assainissement de l'éclairage public. Laurent Debrot, de l'association pour la modération de l'éclairage public en Romandie (Lamper) a cité en exemple une réduction très réussie de l'éclairage public à Saumur, ville française de 27'000 habitants. Malheureusement, les fournisseurs d'électricité ne témoignent guère d'enthousiasme à l'égard de ce type de démarches malgré les bénéfices évidents pour la nature et les riverains.

Erica Hennequin

Rejoignez le comité!

Sortir du nucléaire cherche deux à trois personnes intéressées à rejoindre le comité de l'association pour une période d'une année reconductible. Etre membre du comité, c'est participer à orienter les activités de la campagne antinucléaire et y prendre part selon sa disponibilité et son savoir faire. C'est aussi décider des sujets traités dans le journal que vous tenez entre vos mains. Le comité se réunit une dizaine de fois par an à Lausanne ou à Neuchâtel, à 5 minutes de la gare (billets de train remboursables). Il n'est pas indispensable de participer à toutes les réunions, l'essentiel est d'apporter vos idées pour que l'association relaie l'opinion antinucléaire dans la population. L'AG annuelle élira les candidats le mercredi 30 avril à Lausanne (voir ci-contre). Le secrétariat salarié de l'association est composé de Philippe de Rougemont et Anouk Zosso (chacun à 20%). Membres du comité:

www.tinyurl.com/sdn-comite

Intéressé(e)? Contactez-nous! Voir en bas de page.

Invitation Conférence et AG

Vous êtes cordialement invités à la conférence et assemblée générale de l'association. Robert Cramer, conseiller aux états, nous fera l'honneur de donner un discours et de répondre à nos questions.

Rendez vous mercredi 1er mai à l'hôtel Alpha Palmiers à Lausanne 34 rue du Petit chêne (plan ci-contre)

Programme

18h45 Assemblée générale statutaire
Ordre du jour: Rapport d'activités 2013 / Comptes 2013 / Budget 2014 / Elections statutaires / Divers
Pause
20h00 Conférence de M. Robert Cramer
20h30 Discussion avec la salle
20h45 Verrée de l'amitié

Inscription SVP d'ici au 20 avril

anouk.zosso@sortirdunucleaire.ch ou
076 517 00 20 (répondeur)

A G E N D A

Festival du film vert

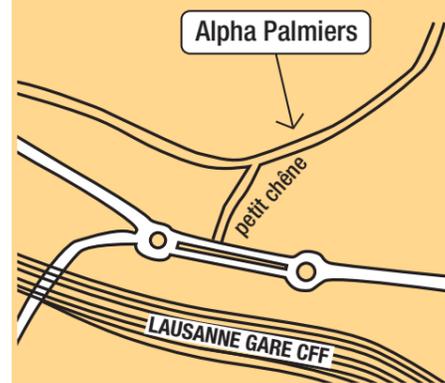
Localités de Suisse romande et de France voisine
du 1er au 30 mars
www.festivaldufilmvert.ch

Autoconstruction de panneaux solaires thermiques

Samedi 29 mars, Lausanne
Cours donné par Sebasol
www.sebasol.ch/cours.asp

Assemblée générale & conférence

Mercredi 30 avril, à l'hôtel Alpha Palmiers
Rue du Petit-Chêne 34, Lausanne
Pour vous inscrire:
anouk.zosso@sortirdunucleaire.ch
voir ci-contre



Fukushima 2014

Conférence et expo photos sur la zone interdite
par Janick Magne, de Tokyo
Lausanne 12.03, Bienne 13.03, Genève 14.03
Lieux et horaires:
www.sortirdunucleaire.ch

Fukushima: conférences et expo photos

Que se passe-t-il vraiment dans la zone interdite autour de Fukushima? Entre 2012 et 2013 Janick Magne, enseignante de français à l'université de Tokyo s'est rendue 3 fois dans la zone pour enquêter et prendre des photos. Elle viendra mi-mars à Bienne, Lausanne et Genève nous parler des derniers travaux réalisés sur la centrale, de la situation des réfugiés et des habitants de Fukushima et plus largement des orien-

tations politiques par rapport à la remise en activité des réacteurs. Installée au Japon depuis 34 ans, Mme Magne n'avait rien d'une militante avant la catastrophe du 11 mars 2011. Aujourd'hui elle fait des tournées de conférences pour témoigner. Venez l'écouter, voir ses photos et lui poser vos questions. Vous pourrez assister à sa conférence et voir ses photos à Bienne, Lausanne et Genève, voir agenda ci-contre.



Janick Magne

Comptez sur moi!

Coupon à renvoyer à Sortir du nucléaire
CP 9 1211 Genève 7 ou aller à:
www.tinyurl.com/sdn-contact

Contactez-moi, je désire:

- Adhérer à Sortir du nucléaire (5.- à 500.-/ an) et recevoir le journal trimestriel
- Participer à l'assemblée générale du mercredi 30 avril (voir ci-contre)
- Recevoir 1 fois par mois l'e-mail d'infos de Sortir du nucléaire (gratuit)
- Commander ... drapeau(10fr)... autocollant(1fr) « Nucléaire? Non merci! »

Prénom & Nom: _____

Adresse: _____

Code postal et localité: _____

E-mail: _____

Courrier des lecteurs

Un article vous fait réagir? Vous aimeriez partager une expérience ou une idée pour la campagne antinucléaire, comme un stand d'information lors d'un événement public dans votre localité? N'hésitez pas à nous écrire pour nous le faire savoir. Pour les lettres de lecteurs, merci de vous tenir à 150 mots. Vous pouvez aussi nous adresser vos questions, coordonnées ci-contre.

Changement d'adresse?

Indiquez nous vos changements d'adresse.

Impressum

Editeur: Association Sortir du nucléaire
Mise en page: Jonas Scheu, Amrit Medias
Relecture: Françoise Bloch, Fichier: Anouk Zosso
Imprimerie: ROPRESS, Mise sous pli: CROEPI
Ont collaboré à ce numéro: Jacques Bourgeois; Félix Dalang; Kurt Fischer; Heinz Gasser; Odile Gordon-Lennox; Erica Hennequin; Nicolas Morel; Eric Peytremann; Philippe de Rougemont (Coordination); Christian van Singer; Anouk Zosso
Tirage: 3'500 ex., Imprimé avec du courant 100% renouvelable, Papier 100% recyclé CyclusOffset

Association Sortir du nucléaire

Case postale 9, 1211 Genève 7
www.sortirdunucleaire.ch
info@sortirdunucleaire.ch, 076 517 00 20
CCP 10-19179-8